

Enquête sur les résultats et les perspectives dans l'industrie en 2002 et 2003

En 2003, selon les chefs d'entreprise industrielle, l'activité du secteur devrait rester très modérée ; après la légère baisse du chiffre d'affaires enregistrée en 2002 (– 1 %), une hausse de 2 % est envisagée. Les exportations progresseraient de 1,0 %, après – 1,0 % en 2002).

Les prévisions d'évolution du chiffres d'affaires et des exportations sont comparables dans la plupart des secteurs ; elles apparaissent, toutefois, négatives dans les entreprises productrices de nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Ce secteur avait déjà pesé sur l'évolution de l'activité manufacturière en 2002 ; la contraction du chiffre d'affaires y atteindrait 8 %, en raison, en particulier, d'une baisse sensible des exportations (– 13 %).

L'ajustement des effectifs observé en 2002 (– 1,4 %) se poursuivrait en 2003 (– 1,7 % prévu) et concernerait essentiellement le personnel intérimaire (– 16,1 % anticipé pour 2003, après – 10,3 % en 2002).

L'investissement physique des entreprises industrielles serait plus favorablement orienté en 2003, après le net recul enregistré en 2002 (prévision d'une hausse de 5 %, après une baisse de 22 % en 2002).

La progression attendue des investissements corporels reflète principalement une hausse de 6 % des investissements en équipement (après – 19 % en 2002). Les investissements en construction n'enregistreraient pas de rebond marqué, après la forte contraction observée en 2002 (+ 2 % prévu, après – 31 %).

Les dépenses immatérielles en informatique s'orienteraient également à la hausse en 2003 (+ 4 %, après – 4 % en 2002).

Les investissements envisagés viseraient très majoritairement la modernisation et le renouvellement des moyens de production existants et seraient essentiellement réalisés au second semestre de l'année.

Bénédicte FOUGIER
Direction de la Conjoncture
Service des Synthèses conjoncturelles

Méthodologie de l'enquête

L'enquête sur les résultats et les perspectives dans l'industrie (2002 et 2003) a été menée dès le début de l'année par l'intermédiaire du réseau de succursales de la Banque de France auprès de 7 734 firmes de l'industrie, soit un taux de représentativité de 50 %.

Les chefs d'entreprise interrogés ont notamment fait part de leurs intentions d'investissement pour 2003 ainsi que de leurs prévisions d'évolution du chiffre d'affaires, des exportations, des effectifs et de la destination des investissements prévus dans l'industrie.

Les responsables d'entreprise interrogés ont, de plus, indiqué dans quelle mesure les perspectives d'évolution de la demande, le niveau de leur endettement et des taux d'intérêt influencent leur décision d'investir.

Les réponses ont été recueillies jusqu'au 21 mars 2003 ; la plupart d'entre elles ont été obtenues au cours des deux premiers mois de l'année.

Les principaux résultats de cette enquête sont présentés ci-après.

Après le ralentissement enregistré en 2002, les perspectives d'activité des entreprises industrielles demeurent réservées

En 2002, selon l'enquête, une légère diminution du chiffre d'affaires des entreprises industrielles (- 1 %) a été observée, en raison, essentiellement, de la contraction (- 4 %) de l'activité dans les biens intermédiaires, qui ont été particulièrement affectés par le repli des exportations (- 1 % pour l'ensemble de l'industrie et - 6 % dans le secteur des biens intermédiaires).

L'excédent brut d'exploitation a toutefois enregistré une diminution plus modérée qu'en 2001 (- 6 % en valeur dans l'industrie, contre - 12 % en 2001).

L'emploi industriel a fléchi de 1,4 % (soit la plus forte baisse enregistrée dans l'enquête depuis 1993), sous l'effet d'un repli de l'emploi intérimaire (- 10,3 % dans l'industrie, après - 6,5 % en 2001).

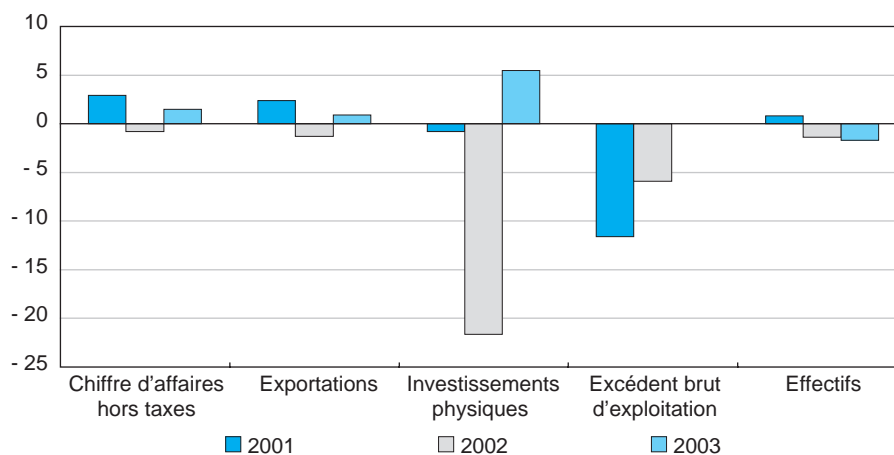
En 2003, la progression du chiffre d'affaires atteindrait 2 % pour l'ensemble de l'industrie et s'établirait à 1 % dans l'industrie manufacturière.

Ces prévisions très modérées reflètent néanmoins une amélioration de l'activité dans les biens intermédiaires (où le chiffre d'affaires est anticipé en hausse de 2 %) et, dans une moindre mesure, dans les biens d'équipement.

Dans le secteur des biens de consommation, le soutien du marché intérieur, qui avait permis en 2002 de limiter le ralentissement des ventes totales, pourrait s'affaiblir en 2003.

Évolution de l'activité dans l'industrie en 2001 et 2002 et prévisions pour 2003

(en pourcentage)



NB : Échantillon non constant

Pas de prévision pour l'excédent brut d'exploitation

Les exportations enregistreraient une légère hausse, en raison, principalement, de l'orientation plus favorable anticipée dans les biens intermédiaires (hausse prévue de 3 % dans ce secteur et de 1 % pour l'ensemble de l'industrie).

Les prévisions d'évolution des effectifs des entreprises industrielles pour 2003 (- 1,7 % dans l'industrie, - 1,9 % dans le secteur manufacturier) sont proches des réalisations de 2002. Comme en 2002, la baisse prévue des effectifs s'effectuerait quasiment exclusivement par un moindre recours à l'emploi intérimaire (- 16,1 % prévu dans l'industrie et - 16,5 % pour l'industrie manufacturière) et serait particulièrement sensible dans les entreprises de plus de 500 salariés.

Après le très net ajustement observé en 2002, les dépenses d'investissement des entreprises industrielles enregistreraient un redressement modéré

Légère amélioration des perspectives d'investissements physiques pour 2003

En 2002, les investissements physiques des entreprises industrielles se sont fortement contractés (- 22 % pour l'industrie, après - 1 % en 2001), soit une réalisation nettement inférieure aux prévisions formulées lors de l'enquête précédente (- 5 % pour l'industrie).

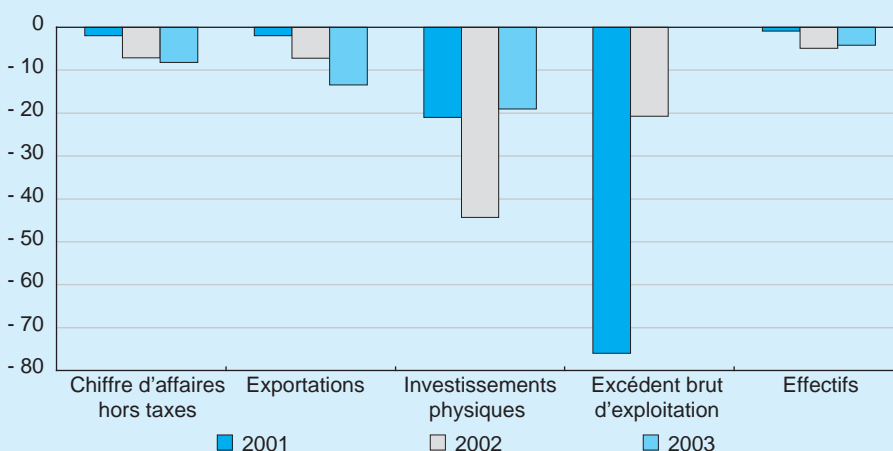
Quelle que soit la taille des entreprises, ce mouvement résulte d'un recul général des investissements en équipement (- 19 % pour l'ensemble de l'industrie) accentué par la baisse des investissements en bâtiment (- 31 %, après + 13 % en 2001).

Activité des entreprises productrices de NTIC en 2002 et perspectives pour 2003

Après un repli de 2 % en 2001, les ventes des entreprises productrices de NTIC ont baissé de 7 % en 2002, contribuant pour - 0,4 point au chiffre d'affaires des entreprises manufacturières. Les exportations de ces entreprises ont également fortement diminué (- 7 %, après - 2 %).

Évolution de l'activité dans les secteurs producteurs de NTIC en 2001 et 2002 et prévisions pour 2003

en pourcentage



NB : Échantillon non constant
Pas de prévision pour l'excédent brut d'exploitation

Source : Banque de France

L'excédent brut d'exploitation des entreprises des secteurs producteurs de NTIC a néanmoins enregistré une contraction moindre qu'en 2001.

Les effectifs de ce secteur ont connu un ajustement supérieur à celui de l'industrie manufacturière dans son ensemble (- 4,9 %, après - 0,9 %), sous l'effet d'une baisse de 14,1 % du recours au personnel intérimaire.

En 2003, le chiffre d'affaires de ce secteur pourrait de nouveau sensiblement diminuer (- 8 %, soit une contribution de - 0,9 point à la prévision d'évolution du chiffre d'affaires du secteur manufacturier), sous l'effet d'une accentuation de la baisse des exportations (- 13 %).

Les effectifs se contracteraient de nouveau (- 4,2 %), en raison principalement d'une forte baisse anticipée du personnel intérimaire (- 23,6 %).

Ce repli a été particulièrement marqué dans les entreprises productrices de NTIC (– 44 % pour l'ensemble des investissements physiques) qui, à elles seules, ont contribué négativement, à hauteur de – 6,5 points, à l'évolution de l'investissement des entreprises manufacturières. Dans ce secteur, également, la baisse des investissements matériels a concerné les dépenses en équipement (– 42 %) comme les dépenses en bâtiment (– 45 %).

En 2003, les industriels anticipent une hausse de 5 % de leurs dépenses en immobilisations corporelles (6 % dans le secteur manufacturier).

Ces prévisions sont essentiellement soutenues par la progression des investissements physiques prévue par les entreprises du secteur des biens de consommation (+ 16 %, après – 21 % en 2002).

En 2003, les investissements en équipement seraient, par ailleurs, mieux orientés que les investissements en construction des entreprises industrielles (respectivement, + 6 % et + 2 % prévu).

Les entreprises productrices de NTIC prévoient, par contre, un nouvel ajustement à la baisse de leurs dépenses d'investissement (– 19 %), qui contribuerait négativement à la croissance de l'investissement des entreprises manufacturières pour plus de 1 point. Cette évolution proviendrait notamment de la réduction de plus de 30 % des investissements des entreprises des biens intermédiaires productrices de NTIC.

Les dépenses immatérielles en informatique ont enregistré une baisse modérée en 2002

Les investissements immatériels en dépenses informatiques se sont repliés de 4 % en 2002, après – 3 % en 2001. Cette évolution est en net retrait par rapport aux anticipations des chefs d'entreprise recueillies début 2002 (+ 10 % prévu pour l'année).

Cette diminution d'ensemble est imputable à la baisse constatée dans les biens intermédiaires, alors que l'évolution enregistrée dans les autres secteurs, et notamment dans l'industrie automobile, a été plus favorable.

Dans les entreprises productrices de NTIC, les investissements immatériels en dépenses informatiques se sont repliés de 16 % en 2002 (contre une hausse de 17 % en 2001).

En 2003, les investissements immatériels en informatique augmenteraient de 4 % dans l'industrie et de 6 % dans le seul secteur manufacturier, grâce, notamment, à la hausse de 17 % prévue dans le secteur des NTIC ainsi qu'au redressement des perspectives d'investissements immatériels en informatique dans le secteur des biens d'équipement (+ 34 % prévu).

En raison de perspectives de demande encore incertaines, les investissements projetés ne concerneraient que très minoritairement l'augmentation des capacités de production

Globalement, le solde des réponses relatives à l'influence des perspectives de demande sur les projets d'investissement (modalité favorable moins modalité défavorable) n'enregistre qu'une très légère amélioration par rapport à l'année dernière pour l'ensemble de l'industrie (12 %, contre 11 % l'année passée).

La baisse enregistrée dans l'industrie automobile et dans les industries agroalimentaires a en effet pesé sur l'évolution d'ensemble ; dans les autres secteurs de l'industrie manufacturière, l'influence des perspectives de demande sur les décisions d'investissement enregistre une amélioration assez marquée et apparaît nettement positive dans les biens de consommation.

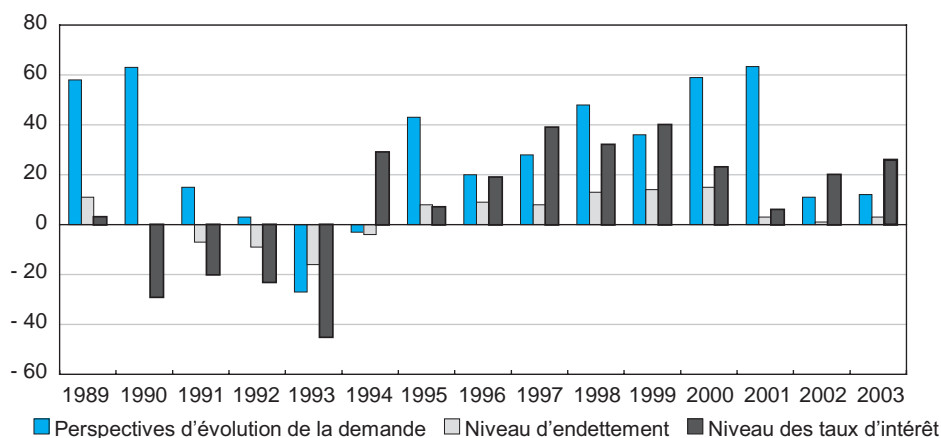
Au total, seuls les secteurs producteurs de NTIC considèrent que les perspectives de demande exercent un impact globalement négatif sur leurs perspectives d'investissement.

Le solde des réponses relatives à l'influence du niveau des taux d'intérêt enregistre, par contre, une hausse assez sensible par rapport à l'année dernière dans tous les secteurs. Pour l'ensemble de l'industrie, le solde des réponses progresse de 6 points, à 26 %, et il atteint un niveau particulièrement élevé dans les entreprises de moins de 100 salariés (32 %).

Le niveau de l'endettement est, globalement, considéré comme ayant une faible incidence sur les projets d'investissement (solde des réponses de 3 % pour le total de l'industrie).

Facteurs influençant les projets d'investissement

en solde des opinions (effet favorable moins effet défavorable)



Les investissements physiques du secteur industriel seraient destinés, par ailleurs, très majoritairement à la modernisation et au renouvellement des capacités de production (80 % pour l'industrie totale, 89 % pour les entreprises productrices de NTIC).

Ils seraient, pour 66 % d'entre eux, réalisés au second semestre de l'année, cette proportion étant particulièrement élevée dans les secteurs producteurs de NTIC (81 %).

Industrie

Réalisations constatées en 2002

	Chiffre d'affaires hors taxe	Exportations	Excédent brut exploitation	Effectifs totaux	Personnel intérimaire
	(en %)				
Industrie manufacturière (EC à EF)	- 1	- 2	- 7	- 1,7	- 11,6
<i>Biens de consommation (EC)</i>	2	1	- 4	- 0,4	- 12,9
<i>Industrie automobile (ED)</i>	2	6	- 3	- 2,4	- 6,3
<i>Biens d'équipement (EE)</i>	- 1	0	- 7	- 1,1	- 10,2
<i>Biens intermédiaires (EF)</i>	- 4	- 6	- 8	- 2,7	- 12,8
Industries agroalimentaires (EB)	2	3	- 2	0,9	- 2,4
Ensemble de l'industrie (EB à EF)	- 1	- 1	- 6	- 1,4	- 10,3
dont secteurs producteurs de NTIC	- 7	- 7	- 21	- 4,9	- 14,1
Entreprises employant :					
Moins de 100 salariés	0	- 1	- 4	- 0,6	- 7,4
De 100 à 499 salariés	0	1	0	- 0,9	- 10,4
500 salariés et plus	- 1	- 2	- 8	- 1,9	- 10,0

Prévisions d'évolution en 2003

	Chiffre d'affaires hors taxe	Exportations	Effectifs totaux	Personnel intérimaire
	(en %)			
Industrie manufacturière (EC à EF)	1	1	- 1,9	- 16,5
<i>Biens de consommation (EC)</i>	1	2	- 1,4	- 16,5
<i>Industrie automobile (ED)</i>	0	1	- 2,6	- 15,4
<i>Biens d'équipement (EE)</i>	0	0	- 1,5	- 13,3
<i>Biens intermédiaires (EF)</i>	2	3	- 2,3	- 18,7
Industries agroalimentaires (EB)	2	- 2	- 0,4	- 14,2
Ensemble de l'industrie (EB à EF)	2	1	- 1,7	- 16,1
dont secteurs producteurs de NTIC	- 8	- 13	- 4,2	- 23,6
Entreprises employant :				
Moins de 100 salariés	3	7	- 2,9	- 14,2
De 100 à 499 salariés	5	6	- 3,9	- 32,3
500 salariés et plus	- 12	- 20	- 4,6	- 23,7

NB : Données en valeur pour le chiffre d'affaires, les exportations et l'excédent brut d'exploitation et en nombre de personnes pour l'emploi.

Investissements en valeur

Réalisations constatées en 2002 et prévisions pour 2003

	(en %)							
	Investissements physiques						Investissements	
	totaux		dont		dont		immatériels en	
	2002	2003	équipement	2003	construction	2003	informatique	2003
Industrie manufacturière	- 23	6	- 20	4	- 29	- 2	- 9	6
<i>Biens de consommation</i>	- 21	16	- 10	21	15	24	7	26
<i>Industrie automobile</i>	- 4	9	- 5	- 22	25	- 25	32	1
<i>Biens d'équipement</i>	- 17	- 2	- 13	0	- 40	2	- 1	34
<i>Biens intermédiaires</i>	- 29	2	- 26	5	- 38	5	- 24	11
Industries agroalimentaires	- 15	5	- 12	17	- 45	26	47	- 8
Ensemble de l'industrie	- 22	5	- 19	6	- 31	2	- 4	4
dont secteurs producteurs de NTIC	- 44	- 19	- 42	- 13	- 45	- 38	- 16	17
Entreprises employant :								
Moins de 100 salariés	- 18	3	- 13	4	- 25	26	9	40
De 100 à 499 salariés	- 22	10	- 19	7	- 34	28	- 5	- 5
500 salariés et plus	- 21	4	- 19	5	- 23	- 19	0	9

Investissements physiques prévus pour 2003

 Facteurs influençant les projets d'investissement,
 destinations des investissements et date anticipée de réalisation

	Influence des facteurs sur les projets d'investissement			Destination des projets d'investissement		Date de réalisation anticipée des investissements	
	(a)			(b)		(b)	
	Évolution prévue de la demande	Niveau d'endettement	Niveau des taux d'intérêt	Augmentation des capacités de production	Modernisation ou renouvellement	Premier semestre	Second semestre
Industrie manufacturière (EC à EF)	10	3	25	20	80	34	66
<i>Biens de consommation (EC)</i>	39	14	28	34	66	28	72
<i>Industrie automobile (ED)</i>	13	- 13	24	13	87	25	75
<i>Biens d'équipement (EE)</i>	16	7	16	17	83	29	71
<i>Biens intermédiaires (EF)</i>	8	3	26	21	79	34	66
Industries agroalimentaires (EB)	35	3	39	24	76	42	58
Ensemble de l'industrie (EB à EF)	12	3	26	20	80	34	66
dont secteurs producteurs de NTIC	- 12	19	28	11	89	19	81
Entreprises employant :							
Moins de 100 salariés	19	12	32	24	76	40	60
De 100 à 499 salariés	16	3	30	24	76	37	63
500 salariés et plus	8	0	22	16	84	30	70

(a) Solde des réponses favorables moins défavorables en pourcentage

(b) En pourcentage

Source : Banque de France

Composition de l'échantillon

	Entreprises employant									Ensemble des entreprises
	moins de 100 salariés			de 100 à 499 salariés			500 salariés et plus			
	Nombre	Effectifs	Taux couverture	Nombre	Effectifs	Taux couverture	Nombre	Effectifs	Taux couverture	
EB	467	20 570	13	361	78 039	56	113	140 074	91	52
EC	825	36 785	12	490	102 703	52	118	141 037	71	39
ED	101	4 181	19	102	25 181	76	67	228 084	99	91
EE	1069	47 091	15	565	117 487	64	148	239 027	72	49
EF	1881	84 501	15	1148	254 830	60	279	380 508	75	48
Industrie	4 343	193 128	14	2 666	578 240	59	725	1 128 730	80	50
dont :										
Secteur NTIC	403	16 966	26	170	34 777	65	56	126 929	71	60

L'échantillon couvert par le champ de l'enquête a été constitué à partir de la nomenclature NAF. Le taux de couverture est calculé en rapprochant les effectifs de l'échantillon des statistiques établies par l'INSEE, sur l'ensemble des entreprises pour l'année 2000, en données NAF.

Le secteur des entreprises industrielles productrices de NTIC repose sur la définition de l'OCDE et regroupe les codes NAF 323Z (biens de consommation), 300A, 300C, 322A, 322B, 332A, 332B et 333Z dans les biens d'équipement ainsi que les codes 313Z, 321A et 321B dans les biens intermédiaires.

Les entreprises ont été interrogées sur les éléments suivants :

- effectifs moyens en 2001, 2002 et prévisions 2003 ;
- ventes totales hors taxes en 2001, 2002 et prévisions 2003 ;
- ventes à l'exportation en 2001, 2002 et prévisions 2003 ;
- investissements physiques (valeur brute des biens acquis) en 2001, 2002 et prévisions 2003 ;
- dépenses d'investissements physiques en équipement et en construction en 2001 et 2002 et prévisions 2003 ;
- investissements immatériels en dépenses informatiques en 2001, 2002 et prévisions 2003 ;
- excédent brut d'exploitation en 2001 et 2002 (résultat d'exploitation, dotations aux comptes d'amortissements et aux comptes de provisions d'exploitation) ;
- destination des projets d'investissement pour 2003 (augmentation des capacités de production ou modernisation et renouvellement des moyens de production) ;
- date de réalisation anticipée (premier ou second semestre) des investissements en 2003.

Les entreprises ont, en outre, indiqué si l'influence de chacun des trois facteurs suivants — perspectives d'évolution de la demande, niveau d'endettement, et niveau des taux d'intérêt sur les projets d'investissement — a été favorable, nulle ou défavorable.

L'échantillon a été stratifié en fonction de la taille des entreprises (moins de 100 salariés, de 100 à 499, 500 et plus) et de leur appartenance à un grand secteur. Les résultats d'ensemble ont été calculés par la méthode du quotient, de façon à tenir compte de l'importance relative de chaque strate pour la variable considérée ; ils constituent donc des estimateurs macro-économiques de l'ensemble des entreprises.

Les données ont été, par ailleurs, pondérées par les effectifs exhaustifs de chaque strate fournis par l'INSEE, à l'exception des questions portant sur l'investissement qui ont fait l'objet d'une pondération par le total stratifié des investissements physiques.